

Événement

Emmanuel Macron à l'école Menpenti, à Marseille, le 2 juin 2022. Le président a fait de la ville un laboratoire pour expérimenter l'école du futur.

ECOLE LES CHANTIERS URGENTS

Niveau en déclin, inégalités, professeurs découragés: les Français s'inquiètent pour l'avenir de leurs enfants, selon notre enquête Harris Interactive. Emmanuel Macron lance la reconquête, une priorité de son second mandat.

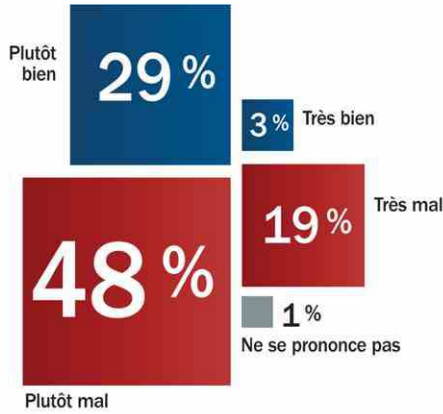
L. Hamming / Sipa



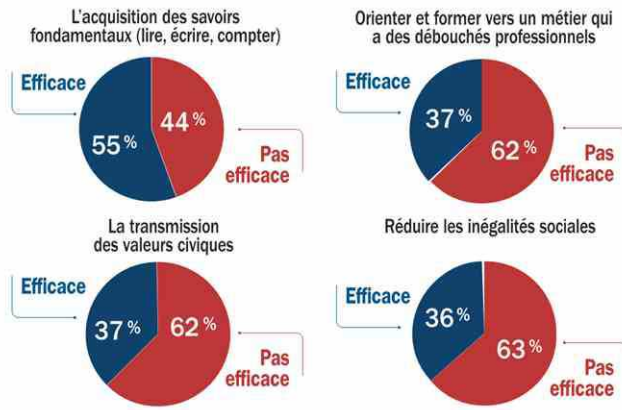


Le diagnostic

Actuellement, estimez-vous que l'école en France fonctionne...



Pour chacune des missions suivantes, diriez-vous que l'école est efficace ou pas efficace ?



A l'heure où, ce jeudi 1^{er} septembre, 12 millions d'élèves font leur rentrée scolaire, les Français doutent fortement de la capacité de l'école à assurer leur réussite. D'après le sondage mené cet été par Challenges avec Harris Interactive auprès de 10 000 personnes, 85% d'entre eux se disent inquiets pour l'avenir des jeunes, au premier rang de leurs préoccupations avec le dérèglement climatique et le pouvoir d'achat. Leur diagnostic est cinglant (voir graphiques ci-dessus et pages suivantes) : la plupart jugent que « l'école fonctionne mal » et que « le niveau scolaire s'est dégradé ces dix dernières années ». Et alors que six Français sur dix estiment que le pays est en déclin, une majorité d'entre eux l'attribue aux mauvaises performances du système éducatif. Si 55% reconnaissent que l'école parvient à enseigner les savoirs de base – lire, écrire, compter –, elle faillit, selon eux, à former les travailleurs de demain, instruire des citoyens éclairés et redresser les inégalités de destin. Certes, « les parents d'enfants scolarisés sont moins sévères que l'ensemble des sondés, avec 60% contre 67% qui jugent que l'école dysfonctionne et 71% contre 76% qui estiment que le niveau baisse », note

Jean-Daniel Levy, directeur délégué d'Harris Interactive. Mais il relève aussi que s'est créé « un décalage marquant entre la perception publique, dont 97% des interrogés jugent qu'il s'est détérioré, alors qu'ils ne sont que 56% à voir cette dégradation dans le privé. Un désaveu pour l'école de la République ».

« Promesse républicaine »

C'est dire si le président Emmanuel Macron, pour son second mandat, et son nouveau ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, sont attendus au tournant. Le chef de l'État le sait, qui a dressé un constat sans concession dans un discours à la Sorbonne le 25 août : « Il y a un malheur français. Nous avons encore trop d'élèves malheureux, trop de parents anxieux, de professeurs désabusés et d'entreprises qui ne trouvent pas de jeunes formés. » Le ministre, normalien agrégé d'histoire dont le parcours symbolise l'ascension par la méritocratie, admet lui aussi, dans un texte commentant notre sondage (lire page 22), un « tableau scolaire pas brillant », se fixant de remonter le niveau et, pour exigence cardinale, de lutter pour plus d'égalité, « au cœur de la promesse républicaine ». Il y a urgence. Car la comparaison internationale est cruelle. Lors des derniers tests Pisa publiés en 2018,

Méthodologie

Étude réalisée en ligne par Harris Interactive du 4 au 11 juillet auprès d'un échantillon représentatif de 10 020 Français âgés de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

« Il y a un malheur français. Nous avons encore trop d'élèves malheureux, trop de parents anxieux, de professeurs désabusés... »

Emmanuel Macron, le 25 août à La Sorbonne.

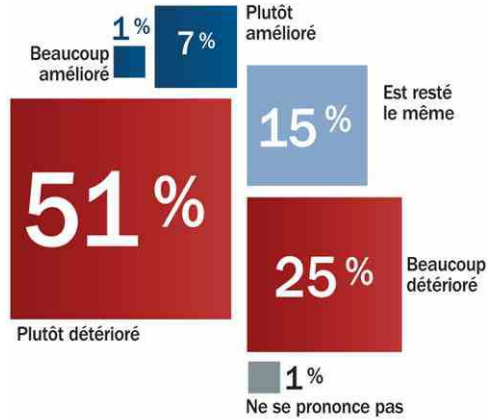
menés par l'OCDE auprès d'élèves de 15 ans de 79 pays, la France, en déclin constant, a juste obtenu la moyenne, au-delà du 20^e rang, loin derrière la Corée, la Finlande, la Pologne, le Royaume-Uni, l'Allemagne. Et le seul classement où elle figure sur le podium est celui des inégalités scolaires, l'un des pays où l'origine sociale détermine le plus les performances des écoliers, à l'instar de la Bulgarie ou du Pérou. Une indignité pour la septième puissance mondiale, où l'éducation est le premier budget de l'État. Un échec pour Macron qui a, dès sa campagne de 2016, fait de l'école une priorité, fer de lance de l'égalité des chances et du plein-emploi. Pourtant, sous l'égide de l'ancien ministre Jean-Michel Blanquer, de grandes réformes ont été menées. Le paquet a été mis sur le primaire, sous-investi, avec une réduction des effectifs dans les petites classes, et même le dédoublement dans les zones d'éducation prioritaire, et un renforcement du français et des maths. Des mesures qui, si elles sont inégalement jugées par les Français – 59% approuvent le dédoublement mais seulement 32% la priorisation du primaire – font l'unanimité chez les experts, qui soulignent que c'est dans la prime enfance qu'on apprend le mieux et que les inégalités se cristallisent. Las, retardés par la crise du Covid, les résultats mettent ►►►





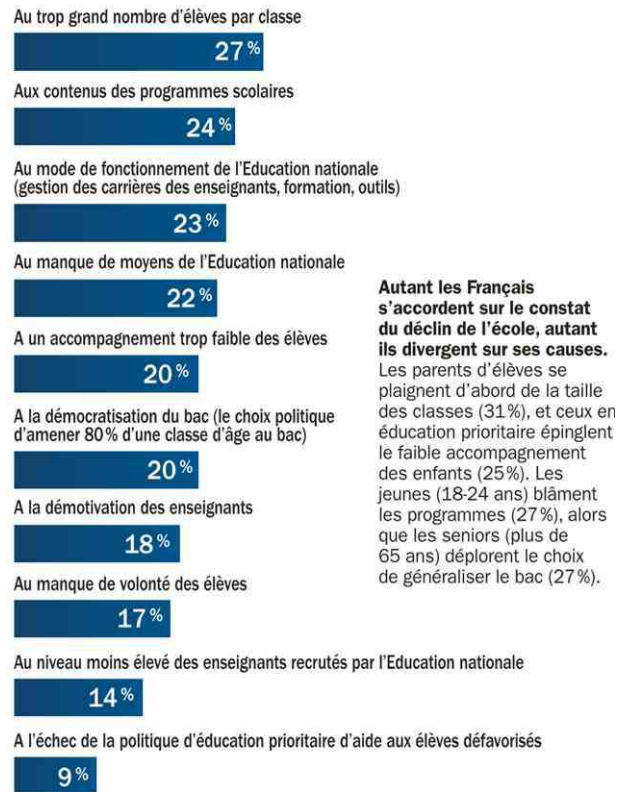
Les causes

Selon vous, depuis une dizaine d'années, le niveau des élèves en France s'est...



51% des Français qui pensent que la France est en déclin incriminent **le système éducatif français**.

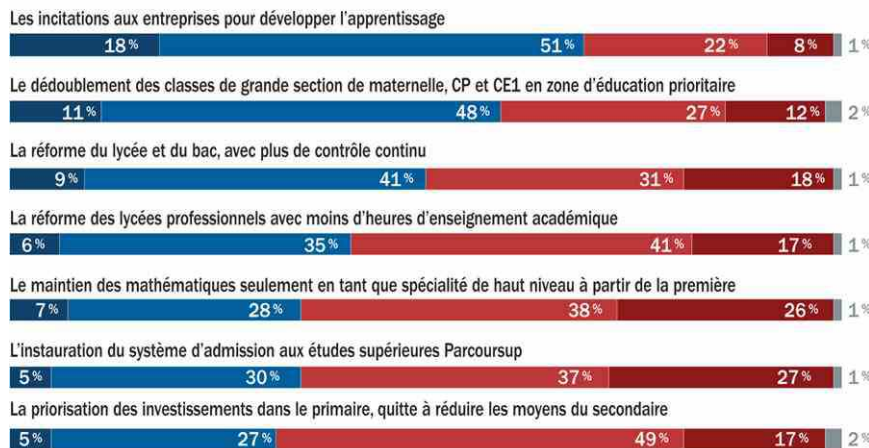
D'après vous, cette détérioration du niveau des élèves est avant tout due... ? En premier, en second ?



Autant les Français s'accordent sur le constat du déclin de l'école, autant ils divergent sur ses causes. Les parents d'élèves se plaignent d'abord de la taille des classes (31%), et ceux en éducation prioritaire épinglent le faible accompagnement des enfants (25%). Les jeunes (18-24 ans) blâment les programmes (27%), alors que les seniors (plus de 65 ans) déplorent le choix de généraliser le bac (27%).

Jugez-vous que les mesures suivantes ont été efficaces ou non pour améliorer la performance du système éducatif ?

■ Très efficace ■ Plutôt efficace
 ■ Plutôt pas efficace ■ Pas de tout efficace ■ Ne se prononce pas



Les mesures phares du dernier mandat, sur le dédoublement des petites classes en éducation prioritaire et sur l'apprentissage, sont plébiscitées, vues comme un effort pour rétablir une meilleure égalité des chances. La réforme du bac (contrôle continu, maths, Parcoursup) est moins consensuelle. Et la concentration des moyens vers le primaire est incomprise, alors que, selon les études internationales, c'est un facteur clé pour un système éducatif efficace.

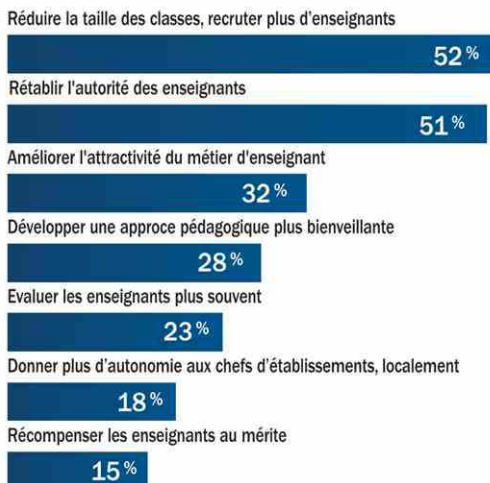




Les perspectives

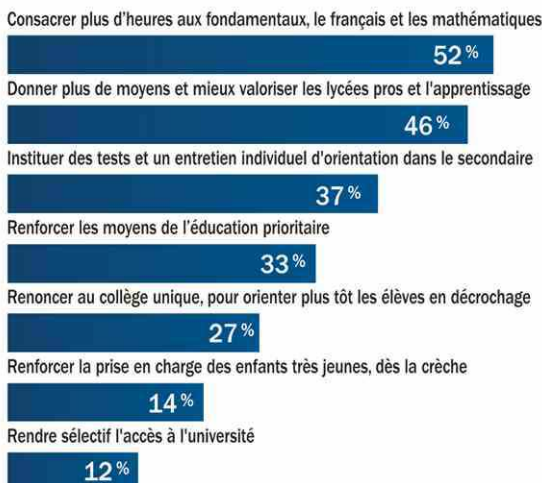
Quelles mesures faudrait-il prendre pour améliorer la qualité de l'enseignement ?

(trois réponses possibles)



Quelles mesures faudrait-il prendre pour améliorer la performance du système éducatif ?

(trois réponses possibles)



Pour améliorer le système, réduire la taille des classes fait l'unanimité. Sinon, les plus âgés et plus à droite mettent l'accent sur l'autorité et la sanction des perturbateurs (63% chez les plus de 50 ans et chez les LR et RN) alors que les plus jeunes et les plus

à gauche sont plus préoccupés de pédagogie bienveillante (41% chez les moins de 35 ans et les LFI et EELV). Les Français veulent aussi renforcer le français et les maths... alors que la France est déjà l'un des pays qui y consacrent

le plus d'heures. En revanche, ils ont bien identifié d'autres pistes, plébiscitées aussi par les experts et où la France est à la traîne : renforcer l'orientation, valoriser les filières pros et mieux cibler l'aide sur les élèves défavorisés.

Pour chacun des objectifs suivants, êtes-vous très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste sur la capacité de l'Education nationale à les réaliser à l'avenir ?



►►► du temps à se concrétiser. Et, à l'autre bout, la réforme du bac est contestée. Surtout, Jean-Michel Blanquer a braqué les profs, notamment durant la période du Covid. D'un style plus rond et bienveillant, Pap Ndiaye a une feuille de route bien remplie, dictée par le président qui garde de grandes ambitions. Son premier devoir, condition indispensable pour avancer, sera de reconquérir 1 million d'enseignants, dont le métier souffre d'une grave crise de vocations (lire page 28). La revalorisation des rémunérations est un préalable, et le gouvernement s'y est engagé. L'accent est aussi mis sur leur formation, un point noir.

Le ministre devra aussi consolider l'école élémentaire et ajuster la réforme du lycée, avec notamment pour gageure de rendre aux jeunes Français le goût des maths (lire page 32). Enfin, lui est donné pour mission de redorer le blason du lycée professionnel, avec l'idée de favoriser l'alternance en entreprise, alors que le système d'apprentissage a jusqu'ici surtout profité aux étudiants dans l'enseignement supérieur (lire page 36). Surtout, il devra mettre en œuvre la « révolution de méthode » voulue par le chef de l'Etat, qui entend, sur le modèle de ce qu'il a initié à Marseille (lire page 26), donner « plus de marges

de manœuvre aux établissements dans leur organisation et recrutements », favoriser des projets portés localement par les équipes des écoles, collèges, lycées, adaptés aux réalités du terrain, particulièrement dans les quartiers difficiles. Pour mener ces chantiers, Pap Ndiaye bénéficiera de moyens accrus : le gouvernement a prévu d'augmenter le budget de l'Education nationale de 6% en 2023, à plus de 60 milliards. Cela suffira-t-il pour adoucir les syndicats, vent debout contre les réformes « libérales » du lycée pro et de l'autonomie accordée aux établissements ? Réparer l'école reste un défi immense. **Gaëlle Macke**

